

Voix plurielles

Revue de l'Association des professeur.e.s de français des universités et collèges canadiens (APFUCC)



« Il ne faut pas penser que les choses changent toutes seules ». L'institutionnalisation de la littérature autochtone selon Louis-Karl Picard-Siouï

Louis-Karl Picard-Siouï and Joëlle Papillon

Volume 18, Number 2, 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1085051ar>

DOI: <https://doi.org/10.26522/vp.v18i2.3520>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des professeur.e.s de français des universités et collèges canadiens (APFUCC)

ISSN

1925-0614 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Picard-Siouï, L.-K. & Papillon, J. (2021). « Il ne faut pas penser que les choses changent toutes seules ». L'institutionnalisation de la littérature autochtone selon Louis-Karl Picard-Siouï. *Voix plurielles*, 18(2), 20–34.
<https://doi.org/10.26522/vp.v18i2.3520>

Article abstract

Dans cet entretien, Louis-Karl Picard-Siouï revient sur la genèse et la mission de l'organisme culturel Kwahiatonhki, responsable du Salon du livre des Premières Nations ainsi que d'un site web regroupant des ressources sur la littérature autochtone francophone. Il aborde les questions de l'institutionnalisation de la littérature autochtone du Québec de même que l'éthique des relations à développer entre chercheur.e.s et écrivain.e.s en vue de favoriser l'essor de la littérature des Premières Nations.

© Louis-Karl Picard-Siouï and Joëlle Papillon, 2021



This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

« Il ne faut pas penser que les choses changent toutes seules ».

L'institutionnalisation de la littérature autochtone selon Louis-Karl Picard-Siouï

Longtemps absente des tablettes des librairies comme des programmes des cours de lettres, la littérature autochtone francophone jouit actuellement d'une visibilité grandissante. Celle-ci s'explique en partie par la qualité et la diversité de ce qui s'écrit au Québec mais est aussi, indiscutablement, le résultat du travail acharné d'individus et d'organismes s'étant donné pour mission de la diffuser. Parmi ceux-ci, l'écrivain wendat Louis-Karl Picard-Siouï et l'organisme culturel Kwahiatonhk! qu'il pilote, se démarquent par leur engagement, leur inventivité et leur impact. Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Louis-Karl Picard-Siouï revient sur la raison d'être de Kwahiatonhk!, le chemin parcouru et celui qui reste à faire, ainsi que sur l'éthique des relations à développer entre les chercheur.e.s et les écrivain.e.s.

Joëlle Papillon (JP) Kwe Louis-Karl, merci d'avoir accepté de me rencontrer pour discuter de Kwahiatonhk! et de l'institutionnalisation de la littérature autochtone. Comment est-ce que tu décrirais le projet Kwahiatonhk! pour ceux et celles qui ne le connaissent pas encore ? À quels besoins ça répondait quand vous l'avez créé ?

Louis-Karl Picard-Siouï (LKPS) Kwahiatonhk! est né d'une volonté de développer une infrastructure littéraire autochtone au Québec. L'ensemble de nos actions est né d'un constat qui date de plusieurs années, du début des années 2000, où on a réalisé que malgré qu'il y avait de plus en plus d'auteurs autochtones – ou du moins d'Autochtones qui s'intéressaient à la littérature et qui commençaient à écrire et à publier –, il n'y avait toujours pas de réponse ni d'écho dans l'infrastructure littéraire québécoise. C'est né des discussions que j'ai eues avec mon ami Maurizio Gatti – je pense que pas mal tout le monde connaît Maurizio maintenant au Québec dans le champ littéraire, particulièrement les gens qui s'intéressent aux littératures autochtones. Moi, j'étais étudiant à l'Université Laval lorsque j'ai rencontré Maurizio, au tout début des années 2000. Il venait de débarquer à Québec, directement de Rome, pour essayer de dégoter des choses, d'explorer la littérature autochtone de langue française, de la faire connaître... Or, après plusieurs années de travail, on s'est rendu compte que, malgré une émergence manifeste, il ne semblait pas y avoir de place dans l'infrastructure littéraire québécoise pour la littérature autochtone. Ça demeurait une littérature très « de souche française », blanc catholique – ou blanc athée,

aujourd'hui on ne sait plus trop la différence [*rires*] – au sens qu'on ne parlait pas de la littérature autochtone. Que ce soit dans les médias, les festivals ou les salons, on n'invitait pas d'auteurs autochtones au Québec. En fait, les seuls qui le faisaient peut-être de façon systématique à l'époque, c'était Métropolis Bleu, mais c'était uniquement des auteurs autochtones anglophones, comme s'il n'y avait rien en langue française. Dès qu'on parlait de littérature autochtone, c'était nécessairement en anglais et d'ailleurs. Et ça, ça nous dérangeait beaucoup, puisque on voyait le talent et le potentiel de nos auteurs.

Et comme si ce n'était pas assez, dans les médias, et même les médias spécialisés, quand on parlait de littérature autochtone, on présentait la plupart du temps de la littérature québécoise à « saveur autochtone », c'est-à-dire celle écrite par des allochtones. Et on présentait leurs œuvres comme étant de la littérature autochtone parce que le sujet ou la thématique du livre touchait nos nations. Évidemment, cela n'avait aucun sens pour nous ! Parce qu'avec une telle usurpation, on marginalisait encore plus nos voix.

D'ailleurs, un des éléments déclencheurs de notre mission, qui nous habitait déjà mais dont la pertinence s'est soudainement dévoilée au grand jour, a été au Salon international du livre de Québec, en 2008 ou 2009, je ne sais plus. C'était suite à la publication de *Aimititau !* chez Mémoire d'encrier – un recueil épistolaire qui réunissait des auteurs autochtones et allochtones québécois. Nous étions plusieurs auteurs autochtones du recueil présent à l'Espace de la diversité. J'étais avec Joséphine Bacon, Rita Mestokosho, Jean Sioui, Maurizio était avec nous aussi, et puis probablement d'autres personnes. Bref, il y avait une table ronde qui était sur le point de commencer. Quelque chose comme « Les Autochtones, le Nord et nous ». De mémoire, c'était la seule activité d'animation en lien avec les Premières Nations cette année-là, alors évidemment, on s'est dirigé vers la scène pour y assister. Et là, évidemment, c'était trois mâles québécois blancs francophones de souche catholique qui étaient panelistes, et qui répondaient aux questions sur les Autochtones... Alors je regarde tour à tour Rita, Joséphine, Jean. Je leur demande de me rassurer : est-ce que je suis le seul à trouver qu'il y a quelque chose qui ne fonctionne pas, ici ? On est-tu encore là, dans ce colonialisme-là ? On ne peut toujours pas parler pour nous-mêmes, on n'a toujours pas accès au micro ? Il faut encore que ce soit « Mâle blanc générique 1 », « Mâle blanc générique 2 » et « Mâle blanc générique 3 » qui parlent pour nous ? Mais pourquoi faut-il des « spécialistes » pour parler à notre place alors qu'on est là, dans la place. On est présents ! Et ça,

moi, ça a marqué mon imaginaire. Profondément. C'est venu confirmer de façon manifeste, dans notre expérience personnelle, le problème qu'il y avait au Québec.

Mais heureusement, depuis 2005, Maurizio et moi avons commencé à cerner le problème et à élaborer des pistes de solution. On savait que du côté anglophone, la littérature autochtone était déjà très développée et organisée. Au niveau des écrivains et des chercheurs, il y avait des institutions, des réseaux, des événements, une certaine infrastructure liée au milieu universitaire. Or, jamais on n'invitait d'écrivain autochtone francophone de ce côté-là non plus. Il n'y avait pas d'ouverture, c'était comme si on n'existait pas. Bref, nos auteurs vivaient cette double solitude. On n'avait de place ni dans le milieu colonial francophone ni du côté autochtone anglophone... C'est comme s'il n'y avait pas d'issue. Et puis, c'était grosso modo la même chose au niveau des subventionnaires à l'époque, mais c'est un autre dossier, et puis de ce côté-là, ça a beaucoup évolué, et très positivement.

Bref, l'idée de Kwahiatonhk! est née là, dans ces années-là. L'organisme ne sera fondé qu'en 2015, mais l'idée était plantée dès 2005-2006 et les actions ne se feraient pas attendre. Et puis, l'aventure au salon de Québec quelques années plus tard ne fit que confirmer que jamais les choses ne changeraient d'elles-mêmes. On devait absolument construire une infrastructure littéraire autochtone francophone, montrer notre présence, prendre le micro, créer des moments, des lieux propices à l'épanouissement de notre littérature. Si les médias (magazines et émissions littéraires ou culturels), les festivals, les salons du livre et les universités québécoises ne sont pas intéressés par notre littérature, si les Autochtones anglophones ne sont pas intéressés par notre littérature, alors on va créer notre propre infrastructure à part et on va la faire rayonner sur la planète. C'est ainsi que, dès 2006, on s'est mis à travailler sur le Carrefour des littératures autochtones de la Francophonie (CILAF) qui s'est concrétisé en 2008. On se doutait que les auteurs autochtones en Polynésie, en Nouvelle-Calédonie, au Maroc et en Algérie avaient le même problème que nous. Et surtout, on savait que les auteurs autochtones anglophones du Canada avaient développé leur réseau avec les Autochtones des États-Unis, de Nouvelle-Zélande, de l'Australie... Alors on s'est dit : on va tenter la même chose avec les Autochtones des colonies françaises, qui ont hérité de la même langue coloniale que nous. Et puis, bon, ce dont on s'est rendu compte rapidement c'est que, contrairement à l'empire britannique, les restes de l'empire français sont très mal foutus en termes de ressources, c'est-à-dire que les Autochtones de Nouvelle-Calédonie n'ont pas les ressources de ceux de Nouvelle-Zélande, par exemple. Et si on parle des Imaziya d'Afrique du

Nord, c'est encore pire. Il y a encore moins de ressources pour les Berbères, sans parler du gros problème de répression culturelle de la part du colonisateur arabe ou de la frange arabisée. Donc c'était compliqué, on n'avait pas nécessairement les mêmes ressources, mais néanmoins, l'aventure du CILAF nous a donné des ailes, nous a donné une erre d'aller. Et quand j'y repense, ça me permet de voir le chemin parcouru depuis. Par exemple, à l'époque, j'essayais d'avoir des collaborateurs des médias. On s'attendait à ce que Radio-Canada, comme chaîne d'état, collabore avec nous, nous prête des animateurs, fasse une couverture majeure de l'événement. C'était une première mondiale, ici à Wendake. Mais non, ils ne voulaient pas s'impliquer, pas pour une « première édition ». Même si je leur disais que c'était une première intergalactique et qu'il n'y aurait probablement jamais de deuxième chance... Mais bon, aujourd'hui, je suppose qu'on a prouvé notre point, parce qu'on nous court après pour savoir quand est-ce qu'on a des événements... Il y a vraiment eu un chemin qui a été fait.

Alors au niveau de la place qu'occupe la littérature autochtone francophone aujourd'hui... Je pense qu'on peut être fier de nos accomplissements. On l'a gagné. Et on l'a fait en grande partie seuls. Bien sûr, il faut aussi reconnaître le support et le travail d'alliés allochtones – je pense à Maurizio Gatti, à des gens comme Rodney Saint-Éloi de chez Mémoire d'encrier, et la gang d'alliés québécois d'*Aimititau* ! qui nous a donné un bon coup de main par la suite... Et je ne voudrais surtout pas oublier monsieur Louis-Jacques Dorais, qui était un de mes anciens professeurs d'anthropologie à l'Université Laval. C'est lui qui a eu l'idée du CILAF, en fait. Ça venait ni de moi ni de Maurizio. Il savait qu'on avait le cercle d'écriture à Wendake et que Maurizio et moi nous travaillions ensemble. Il était venu nous voir avec cette idée-là, qu'il avait eu de quelqu'un aux États-Unis qui l'avait approché... Il nous a aidé pour le volet colloque, parce qu'au CILAF, il y avait aussi un volet « colloque », il y avait des spécialistes de partout dans le monde qui étaient venus parler de littérature autochtone à Wendake, et il y avait le volet « rencontres » entre auteurs autochtones et le volet « diffusion » avec le grand public. Je pense que ça a été quelque chose qui a été marquant dans l'histoire récente, dans l'histoire du développement de la littérature autochtone au Québec. Et du monde francophone, en fait, parce qu'il n'y avait jamais eu ce type de rencontre-là non plus à l'échelle planétaire au niveau francophone.

Bref, suite au CILAF, on s'est dit : « Quelles sont les prochaines étapes ? » Je me rappelle de longues discussions autour d'un café avec Maurizio, de dire : « Bon, qu'est-ce qui ne marche pas ? Pourquoi est-ce qu'on n'a pas d'impact ? » Et l'un des gros problèmes, c'est que la littérature

autochtone n'est pas enseignée dans les universités québécoises ni au cégep ni au secondaire. Ce n'est pas au programme du Ministère. Les médias, les libraires, les bibliothèques ne semblent toujours pas savoir c'est qu'est la littérature autochtone... Genre, s'il y a un tipi sur la couverture, on met ça dans la catégorie « autochtone » ! Évidemment, pour nous, c'était inacceptable. La position de Kwahiatonhk! a toujours été claire là-dessus : une œuvre autochtone est autochtone parce que l'auteur de l'œuvre est Autochtone. Même si le livre raconte l'histoire d'un unijambiste cracheur de feu d'origine soudanaise tombant en amour en Russie... si c'est un auteur autochtone qui l'a écrit, c'est de la littérature autochtone. Alors qu'une histoire écrite par un Québécois n'est pas de la littérature autochtone même si l'intrigue se déroule en pays anishinaabe et que son personnage est Abénakis. C'est de la littérature québécoise à thématique autochtone. Cette question de la représentativité était et demeure extrêmement importante.

Et puis, comme je disais, il y a la question de l'enseignement : comment impliquer le milieu universitaire ? Ça, c'est quelque chose qui était très clair dès le début : si on veut que la littérature autochtone soit reconnue, si on veut qu'elle existe, il faut qu'elle soit enseignée. Donc la légitimation de la littérature autochtone passait par l'institutionnalisation, pour revenir à ta question d'origine. Ça, c'était extrêmement important. Pourquoi ? Parce que c'est comme ça pour toutes les littératures... la littérature québécoise, la littérature acadienne. À partir du moment où elles sont enseignées et qu'il y a des recherches sur ces littératures, elles sont reconnues. Elles existent. Alors on s'est dit qu'on devait prendre le même chemin. Et puis, il y a aussi la question du développement de nouveaux auteurs...

Mais bref, ça, c'était avant la fondation même de Kwahiatonhk!, mais ça fait partie de la réflexion, d'où l'on vient. Si on parle de l'organisme en tant que tel... C'est né par hasard. En fait, le véhicule est né après le Salon du livre des Premières Nations.

Avant même de réaliser le CILAF, Maurizio avait proposé de faire un test, une pratique à petite échelle avec des auteurs autochtones du Québec avant notre événement planétaire. Mais ça a été tellement compliqué d'organiser et de financer le CILAF qu'on n'a jamais eu le temps de faire la « pratique » avant. Par contre, dès 2006, le secteur Culture et Patrimoine du conseil de bande de Wendake, où je travaillais à l'époque, organisait le Sentier de la lecture. C'était un événement communautaire, très local, pour encourager la lecture. On n'invitait pas le grand public, mais il y a des gens qui en entendaient parler, des amis d'amis. On invitait quelques auteurs à Wendake pour faire une journée et une soirée d'activités, avec l'école primaire puis le CDFM, qui

est une école pour les adultes. Daniel Sioui, le propriétaire de la librairie Hannenorak, était un collaborateur de l'événement. Il emmenait des livres autochtones et tenait une table de vente. Et puis en 2011, il a décidé de faire une demande de financement au Secrétariat des affaires autochtones pour bonifier l'événement, en faire quelque chose de plus gros, quelque chose d'ouvert au grand public. Je crois qu'il a demandé 5 000 \$ à l'époque. Puis effectivement, il a reçu la subvention, sauf qu'il a reçu la réponse deux semaines *après* la tenue du Sentier de la lecture. Alors Daniel a décidé qu'il le ferait pareil ! Et le Salon du livre des Premières Nations (SLPN) est né. C'est Daniel qui a organisé tout ça. C'est lui le papa du SLPN, ce n'est pas moi. Il m'a engagé deux-trois jours avant la première édition pour animer un peu la journée – c'était pour mes talents d'animateur et non pas de programmeur. Et ça a bien marché, alors il y a eu une deuxième édition, toujours sous la gouverne de la librairie Hannenorak. Mais bientôt, on s'est rendu compte qu'un événement annuel, ça exigeait beaucoup d'énergie et on avait très peu de moyens. Je crois qu'à un moment donné, Daniel s'est dit : « Coudonc, moi ma job dans vie, ce n'est pas d'organiser un salon du livre, je suis libraire ! » Alors pour la troisième édition, on a créé un collectif, Daniel, Jean et moi, on s'était mis ensemble – Jean Sioui, le poète, qui est le père à Daniel. On a demandé une subvention au Conseil des arts du Canada en tant que collectif, et on a eu les sous. Et là on a pu monter quelque chose de vraiment plus professionnel, quelque chose de plus grande envergure, à l'Hôtel-Musée des Premières Nations. Et on était tellement fatigués après ça, qu'on a pris un *break* : en 2014, on n'a pas fait d'édition. Bizarrement, je me souviens que j'avais appelé au Conseil des arts du Canada pour un truc personnel en tant qu'auteur – une question sur une subvention quelconque – et l'agent de programme à l'époque m'avait dit : « Qu'est-ce qui se passe avec le Salon du livre des Premières Nations ? Ce n'est pas toi qui t'occupais de ça, Louis-Karl ? » J'ai dit : « Oui, oui, écoute, on n'en fait pas cette année, on est brûlés... » Il dit : « Non, ça ne marche pas. C'est le seul événement du genre au pays, vous ne pouvez pas le laisser tomber. Vous allez vous organiser, vous incorporer, puis on va pouvoir vous appuyer. On va le faire en partenariat, vous n'aurez même pas à passer par un jury. Mon nouveau boss aux Arts autochtones dit qu'on ne peut pas laisser ça tomber ». Donc, ça nous a encouragés, évidemment, puis on s'est incorporés par la suite pour avoir accès plus facilement à des ressources et pour ne pas prendre ça sur nous non plus. Tu sais quand tu vas chercher des ressources en ton nom individuel, tu as quand même...

JP ...des responsabilités particulières...

LKPS Exact. Et puis pour pérenniser la chose. Donc en janvier 2015 on a fondé Kwahiatonhk!. En même temps, on commençait à avoir de plus en plus d'offres de différents diffuseurs qui cherchaient un contenu littéraire autochtone, surtout en arts littéraires. Le milieu littéraire à Québec est extrêmement dynamique ; ce n'est pas pour rien que maintenant la ville est reconnue comme « ville littéraire » par l'UNESCO. La ville fait partie des villes créatives de l'UNESCO – comme Montréal l'est en design, par exemple. D'ailleurs, un des arguments de la ville dans leur candidature, ça a été l'existence des Éditions Hannenorak et du Salon du livre des Premières Nations. Donc, ces partenaires-là de la ville demandaient : « Tu ne pourrais pas nous monter un show ? » Ils savaient que je venais du milieu du spectacle aussi, alors en s'incorporant ça nous permettait de produire des spectacles littéraires, de pouvoir construire une infrastructure littéraire. Et puis, en s'incorporant, en créant différentes activités, différentes initiatives, ça a attiré beaucoup de monde, beaucoup d'alliés.

On s'est rendu compte qu'il y avait beaucoup de gens isolés, chacun dans leur coin, qui étaient intéressés par la chose. Des professeurs au cégep, à l'université... Mais il n'y avait rien d'organisé au niveau francophone, il n'y avait pas d'outils. Nous, on s'est dit : « On va travailler avec ces gens-là, et on va leur donner des outils, les créer avec eux... ». Parce que tu le sais, encore très récemment, il fallait aller en Ontario ou au Nouveau-Brunswick pour étudier les littératures autochtones francophones du Québec ! C'est un peu absurde d'être obligés d'aller dans une autre province pour étudier ça. D'ailleurs, encore aujourd'hui, ce n'est pas si évident : il y a l'Université de Montréal qui a un programme, mais sinon... Il y a un cours offert aux trois ans à l'Université de Sherbrooke, mais ça demeure extrêmement limité. Donc c'est ce travail-là qu'on a entrepris et qu'on continue d'entreprendre avec notre site web, par exemple, où on tente d'être le plus exhaustif possible. On offre des banques bibliographiques pour essayer de couvrir tout ce qui est publié au niveau des recherches – incluant les maîtrises et doctorats – sur les littératures autochtones francophones. C'est un travail qui est fait avec les acteurs du milieu. Aujourd'hui, s'il y a un professeur qui s'y connaît plus ou moins en littérature autochtone mais qu'il a un étudiant qui est intéressé à aller dans ce domaine-là, il y a quand même des outils au niveau bibliographique pour commencer la démarche. Ça, pour nous, c'est extrêmement important. D'ailleurs, le côté de la vulgarisation, de la circulation des connaissances, c'est l'un des dix points de notre mission.

JP Vous avez abattu tellement de travail, franchement les gens n'ont pas d'excuses, ils ne peuvent pas dire que les ressources n'existent pas ! [*Rires*]

LKPS C'est ça, puis depuis il y a d'autres gens qui fournissent des ressources, puis c'est génial. Nous, on n'est pas en compétition dans le sens qu'on travaille avec les gens qui ont les mêmes valeurs que nous puis les mêmes objectifs. Kwahiatonhk!, c'est un organisme à but non lucratif qui demeure hors de la chaîne du livre : on n'est pas éditeur, on n'est pas libraire, on n'a aucun intérêt financier là-dedans. Notre intérêt, c'est la cause et on essaie d'agir là où on peut être le plus utile. Là où il y a vraiment des retombées pour le milieu. Souvent, on disait : « Est-ce qu'il faut aller développer des nouveaux auteurs dans les communautés, avec les écoles ? » Mais on a su que Joséphine Bacon faisait ça dans différentes communautés. Alors puisqu'il y avait des gens actifs à ce niveau, on ne l'a pas fait. C'est pas là où on serait le plus utile. On évite d'être corporatiste : tant que le travail se fait, tant que notre mission se réalise, on est contents ! Et puis, vu que nos ressources sont extrêmement limitées, on travaille pratiquement toujours en partenariat avec le milieu. On a des partenariats avec des organismes culturels, avec des éditeurs, avec des organismes de diffusion, avec des partenaires universitaires. On est ouvert à toutes sortes de partenariat. Tant que ça sert le milieu et notre mission.

Et puis aussi, il y a un gros volet de notre mandat qui est juste du service-conseil. Souvent les gens sont de bonne volonté, mais ils ne savent pas par où commencer. On est approchés par des bibliothèques, par des libraires, par toutes sortes de gens. Souvent, il s'agit juste de leur donner de l'info, de les ré-enligner un petit peu, de s'assurer qu'ils ne causent pas davantage de dommages avec leur énergie et leur bonne volonté, mais qu'ils servent la cause commune. C'est le gros de notre travail, ça. Je ne suis pas sûr d'avoir répondu à ta question même si ça fait une demi-heure que je parle... [*Rires*]

JP Tu as plus que répondu à ma question, merci beaucoup ! Dans tous vos projets autour de Kwahiatonhk!, tu as toujours eu la grande générosité d'impliquer les chercheur.e.s, soit en les invitant à présenter leurs recherches dans les tables rondes ou en les invitant à collaborer pour construire les outils bibliographiques dont tu parlais il y a un moment. Je me demandais quelles sortes de relations tu aimerais voir entre les chercheur.e.s qui s'intéressent à la littérature autochtone et les communautés littéraires autochtones. Quels genres de relations est-ce que tu constates, ou que tu aimerais voir davantage entre ces deux groupes-là ?

LKPS C'est extrêmement intéressant comme question. Moi, je suis très à l'aise avec le milieu universitaire, d'une part parce que je suis un universitaire et que j'ai côtoyé les colloques. Puis j'ai souvent travaillé avec des professeurs quand j'étais à l'université – même après, je parlais de monsieur Dorais entre autres, qui a pris sa retraite depuis. Mais bon, j'ai étudié en anthropologie et la relation entre le sujet et l'objet d'étude est très différente en anthropologie et en études littéraires, parce que l'objet est humain, ce n'est pas un texte.

En ce qui touche la relation qu'on doit privilégier en études littéraires, je pense que celui qui l'a décrite le mieux, c'est Jonathan Lamy dans son article « Je suis l'ami des Indiens ». Quand je rencontre des étudiants universitaires, je les réfère souvent à cet article-là, parce que je pense qu'en quelques pages et de façon littéraire – aussi intéressante au niveau de la forme que du fond – Jonathan a bien cerné la posture que doit adopter un chercheur universitaire s'intéressant à la littérature autochtone. Il parle de « troc cannibale »... Les chercheurs doivent acquérir une certaine... lucidité quant à leur travail et aux relations de pouvoir. En des termes moins colorés que ceux de Jonathan, je dirais qu'on doit avant tout construire une relation de confiance, et que ladite relation doit être une relation de gagnant-gagnant. En partant, il faut que le chercheur comprenne que les auteurs autochtones – les auteurs autochtones eux-mêmes en personne – ne lui doivent rien. Ça, c'est la première chose qui doit être claire. Par contre, je pense que le milieu, collectivement, on est redevables aux chercheurs ; mais les individus ne doivent rien. Les étudiants doivent construire cette relation de confiance-là et s'assurer que ce soit une relation de gagnant-gagnant. C'est juste ça. Il faut que ce soit une relation équitable, dans l'esprit traditionnel du troc. Et dans son article, Jonathan le dit beaucoup mieux que moi ; il dit par exemple, pour paraphraser : « Le fait d'étudier, ça fait que je suis invité à Paris pour parler de littérature autochtone. J'ai eu une subvention, mais ça, ça ne donne rien à l'auteur. Alors il faut que je m'assure que quand je suis là... Il faut que dans ma posture, il faut que ça redonne quelque chose. Donc dans mon discours, dans ma façon d'être, dans la façon de créer, d'ouvrir le milieu, d'ouvrir des opportunités, il faut que je m'assure que ça redonne quelque chose aux auteurs dont je me sers pour faire des conférences ou pour avoir une job, ou pour avoir un diplôme qui va me donner des sous ou des opportunités d'avancement ». Il faut s'assurer que ça redonne quelque chose aux auteurs et que cette opportunité-là n'est pas seulement pour le chercheur ou pour le « porte-parole ». Pour éviter de devenir le « Mâle blanc générique #1534 », tu vois ?

Il faut qu'il y ait une réflexion au niveau épistémologique, il faut qu'il y ait une réflexion sur la position que le chercheur prend. Et je ne suis pas sûr que c'est toujours gagné en littérature. En anthropologie, on avait beaucoup de cours là-dessus mais quand tu arrives sur le terrain, on dirait que ça disparaît, souvent... Pourtant je sais que ça fait partie des fondements – dans le contexte anglo-saxon, avec les *cultural studies* –, je sais que ces questions d'éthique sont profondes, qu'on y réfléchit depuis longtemps. Ça ne veut pas dire qu'elles sont toujours suivies non plus, mais le questionnement est là et je pense que c'est important qu'au niveau francophone aussi, les chercheurs se rendent compte qu'ils ont une responsabilité. Même si des fois c'est tentant de dire : « Ben moi je parle d'un texte, je n'ai pas de responsabilité », parce que tu n'es pas directement avec la personne. D'ailleurs, c'est pourquoi chez Kwahiatonhk! c'était important pour nous depuis le début d'impliquer les chercheurs et les étudiants... Joëlle, tu as travaillé plusieurs années avec nous pour organiser le volet académique, les tables rondes académiques, lors du Salon du livre des Premières Nations. Pour moi – comme pour toi d'ailleurs – je sais que c'était important parce que tu amènes tes étudiants à venir communiquer... Au SLPN, tu n'es plus dans ta cloche de verre de l'université. Là, tu parles d'un auteur et il est assis devant toi, peut-être, puis il t'écoute.

JP Tu es dans la terreur et le bonheur... [*Rires*]

LKPS C'est ça la vraie vie aussi, la responsabilité est là. Ça te rappelle que si tu ne le dirais pas devant l'auteur, ben dis-le pas dans ta cloche de verre à l'extérieur non plus ! Il y a une transparence qui est nécessaire. Ça, c'est important pour moi.

JP Ça te rappelle que tes mots ont un impact, parce que tu le vois *live*. [*Rires*]

LKPS Oui, tu vois la réaction, tu vois les faces qui peuvent changer, les grimaces, la joie comme la colère. Mais en même temps, je pense qu'avec les années on a créé une famille d'intérêts élargie, où on peut célébrer ensemble les réussites, on peut pleurer les défaites ensemble aussi. Je trouve ça intéressant cette relation particulière qu'on a pu développer ensemble avec les années. Je trouve ça important quand il y a de nouveaux chercheurs, d'essayer de les amener à nos événements, de rencontrer d'autres chercheurs, rencontrer les auteurs et les autres membres de la famille – comme des artistes québécois avec qui on travaille, avec qui on a des affinités. Je pense que c'est un beau projet qu'on tient ensemble, tu sais, de dire : « Comment on érige cette infrastructure ensemble, ce réseau-là ? » Je parle d'infrastructure littéraire, ça fait très formel mais je ne vois pas ça comme quelque chose de nécessairement très formel, c'est plus une question de réseau, de moments, d'outils, qui mettent en valeur la littérature autochtone. Ça nous permet quand il y a un nouvel

auteur qui commence à apparaître de ne pas le laisser dans l'ombre pour que dans dix ans il disparaisse, qu'il se tanne puis qu'il passe à autre chose dans sa vie. Mais, au contraire, d'être capable de l'intégrer très rapidement, de mettre la lumière sur son travail, l'introduire à d'autres gens inspirants, d'autres auteurs qui l'ont peut-être déjà inspiré – ou pas, mais qui vont l'inspirer. Lui faire rencontrer des chercheurs aussi, qui s'intéresseront à son œuvre, l'aider à trouver un public... C'est vraiment dans cet esprit-là : plus communautaire, plus de *réseau*, plutôt qu'une infrastructure formelle.

JP Ben c'est vraiment réussi. Je passe à une autre question – est-ce que tu es tanné ?

LKPS Non non, je te suis. [*Rires*]

JP Ok ! Le principe du « rien sur nous sans nous » est vraiment important dans la recherche en études autochtones pour bloquer la dynamique coloniale classique. En études littéraires, ça veut dire que les écrivaines et les écrivains sont très souvent sollicité.e.s pour faire du travail « gratuit » – comme je l'ai fait encore une fois avec toi aujourd'hui pour l'entretien... Donc il y a beaucoup de sollicitation des écrivains et des écrivaines, et pour moi c'est un des grands plaisirs mais c'est aussi un problème en même temps parce que j'ai l'impression qu'il y a une imposition aussi dans cette relation-là. Je me demandais comment est-ce qu'on peut imaginer une collaboration entre les chercheur.e.s et les écrivain.e.s qui ne serait pas fondée sur l'exploitation. Parce qu'il me semble qu'il y a quand même cette dynamique-là qui reste, et moi personnellement ça me dérange.

LKPS C'est la dynamique du milieu universitaire en tant que tel, parce que ce n'est pas uniquement au niveau des lettres, de la littérature autochtone. C'est le *modus operandi* du milieu universitaire et c'est effectivement très dérangeant. J'ai eu cette conversation encore cette semaine avec des auteurs, des autrices des Premières Nations que je ne nommerai pas. On dirait que souvent – puis je ne parle pas juste du milieu universitaire, des fois ça va être des profs de cégep, même des profs du primaire des fois qui t'abordent puis ils disent : « On n'a pas d'argent, mais pourrais-tu venir voir ma classe ? » Les gens ne réalisent pas que ce genre de demande-là, il y a plusieurs auteurs autochtones qui en reçoivent une vingtaine par jour, donc ça se peut qu'il ne réponde pas à ton courriel. Et il a le droit de ne pas répondre. Encore une fois : il ne te doit rien. C'est ce que je disais un peu plus tôt – tu me demandais : « Les étudiants, qu'est-ce qu'ils doivent savoir ? » À la base, ils doivent savoir que (1) les auteurs ne te doivent rien et que (2) c'est à toi de construire une relation gagnant-gagnant. On revient à ça. Ce n'est pas toujours financier non plus, il y a des

façons de redonner qui ne sont pas financières. Par exemple, je me rappelle que certaines de tes étudiantes m'avaient organisé un lancement à Toronto il y a quelques années...

JP C'était entièrement leur projet.

LKPS Ça, pour moi, ça a une valeur. Je n'ai pas plus d'argent dans mes poches à cause de ça, mais ça avait une valeur quand même. Donc ce n'est pas toujours financier, mais il faut voir comment on peut redonner. En partant, il faut ne faut rien prendre pour acquis. Il faut comprendre que le monde ne te doit rien et que c'est à toi de créer une offre raisonnable où ça sera du gagnant-gagnant, que ce soit vraiment un troc. Je pense qu'on doit trouver des façons de rémunérer les auteurs, c'est-à-dire qu'un étudiant – bon, souvent l'étudiant n'est pas rémunéré sauf qu'il est rémunéré parce qu'il a une reconnaissance par la suite : il a son diplôme. Il est rémunéré en crédits universitaires qui le mèneront vers un diplôme, qui lui garantira un statut qui l'aidera financièrement, on le suppose – quoique, c'est encore drôle...

JP On l'espère !

LKPS On l'espère ! Mais les seuls qui sont moins riches que les diplômés en littérature, ce sont les auteurs eux-mêmes ! *[Rires]* À moins de vendre ben des livres, mais on s'entend qu'il n'y a pas grand monde qui vit de leurs redevances en littérature au Québec. Et je ne parle pas juste des Autochtones, je parle de tous les littéraires, de tous les auteurs. Bref, il faut garder ça à l'esprit et je pense que c'est la responsabilité du chercheur. Comment le faire ? Je ne le sais pas, mais je pense qu'il y a toutes sortes de façons créatives. Ça peut être entre autres... Si tu fais des demandes de subvention, si tu fais une demande au CRSH ou ailleurs, prévois des budgets ! Est-ce que ça peut être quelque chose de collaboratif ? Il y en a des beaux projets collaboratifs entre les communautés et les universités. Il y a moyen de monter des projets qui redonnent aux auteurs. En tout cas, moi je viens du milieu artistique, puis on m'a enseigné très jeune dans mes projets artistiques – ce n'est pas tout le monde qui pense comme ça, j'en conviens... Mais moi, les gens avec qui je travaillais, ce qu'on m'a enseigné : en arts, quand il n'y a pas d'argent, il n'y en a pour personne, mais il faut créer pareil, c'est ça qui nous anime. Mais quand il y a des sous, il faut que ce soit équitablement redistribué. Quand il y a des sous, il y en a pour tout le monde. Ça ne peut pas être : c'est le producteur qui a les sous puis les artistes n'en ont pas ! Il n'y a personne qui appelle le plombier en lui disant : « Viens réparer ma plomberie, je te fournis les outils ! Je n'ai pas d'argent pour te payer, mais c'est une belle opportunité pour te faire connaître... ». Ça, ce n'est pas acceptable en plomberie et ça ne l'est pas davantage en arts. Il y a une reconnaissance du travail

qui doit être là et il y a des sous qui doivent être là, ou du moins un avantage quelconque, si ce n'est pas possible monétairement. Et j'ajouterai même : si tu crois que ce n'est pas possible monétairement, le fardeau de la preuve te revient !

JP Merci. Je vais te poser une dernière question. Dans les dernières années, tu l'as mentionné aussi, la littérature autochtone a été davantage institutionnalisée, elle est enseignée à peu près à tous les niveaux probablement maintenant...

LKPS Oh non ! Je ne suis pas d'accord. Au Québec, il y a encore un gros travail à faire encore ! On n'est pas encore rendus là, même si ça s'est beaucoup amélioré. Un des gros problèmes qu'on a, c'est que la littérature autochtone au Québec n'est toujours pas reconnue par le ministère de l'Éducation. Par exemple, au secondaire et au cégep, tu dois étudier la littérature québécoise... Il y a la grande question : la littérature autochtone francophone du Québec est-elle de la littérature québécoise ? Moi, je crois que non. Je ne vois pas la nécessité de réinventer l'intitulé du cours, mais... Si on parle de littérature québécoise au secondaire, il y a quand même dans le programme au minimum des suggestions par rapport à différents courants, différentes époques, mais nulle part c'est écrit : « cela inclut la littérature autochtone du Québec ». Ce n'est même pas écrit. Alors un professeur qui voudrait l'enseigner peut le prendre sur lui, mais il n'est jamais sûr s'il fait bien ou pas. Un professeur, vu que ça ne fait pas partie de sa formation professionnelle, n'a même pas *l'idée* de l'enseigner, à moins qu'il s'y soit intéressé personnellement. Rien dans le programme ne lui suggère de traiter de la littérature autochtone. Alors il n'a pas l'idée de dire : « Moi, je ne prendrai pas Michel Tremblay, je vais prendre Naomi Fontaine ». Parce que ce n'est pas écrit dans les programmes. D'après moi, ça devrait être obligatoire dès le secondaire d'aborder au minimum *une* œuvre d'un artiste autochtone du Québec, mais ça ne l'est pas. Donc là, il y a un travail à faire quand on parle d'enseignement et d'institutionnalisation. Même chose au cégep, dans les cours de littérature québécoise. Il y a de plus en plus de professeurs qui le font parce qu'ils s'y intéressent, parce que les médias en parlent plus, parce qu'il y a un dynamisme, un momentum. Mais il n'y a rien d'obligatoire ni même de *suggéré* ! Personnellement, je crois que sans être obligatoire, ça pourrait faire partie des courants qui sont suggérés directement par le ministère. Et ça, ça ne l'est pas encore.

Et puis dans les universités francophones du Québec, encore aujourd'hui, il n'y a pratiquement aucun cours sur les littératures autochtones francophones. Par contre, il y a de plus en plus de professeurs qui eux s'y intéressent personnellement et qui choisissent de les mettre au

programme. Des professeurs et des chargés de cours – je sais qu’à l’Université Laval, par exemple, il y a des chargés de cours qui enseignent la littérature autochtone, parce que ça les habite, parce qu’ils aiment ça, parce qu’ils pensent que ça va *servir* aussi à leurs étudiants.

Alors voilà, désolé si je t’ai coupé la parole. Mais c’était important de dire que, de mon point de vue, on est encore très très loin de l’objectif au Québec, malgré que les médias se sont beaucoup ouverts, malgré que les festivals et les salons se sont beaucoup ouverts. Ils se sont ouverts parce qu’on a fait beaucoup de bruit. Ils se sont ouverts parce qu’à force de faire du bruit, les institutions subventionnaires – particulièrement fédérales, mais aussi provinciales – l’encouragent. Écoute, j’organise un salon du livre, je le sais : le Fonds du livre du Canada, dans leur formulaire, te demandent : « Est-ce que tu as des auteurs autochtones invités ? Est-ce que tu as des activités [avec des auteurs autochtones] ? » Je ne sais pas si ça leur donne un budget supplémentaire, mais ça doit leur donner des points supplémentaires pour avoir accès à leur subvention. Donc il y a ça aussi, ce jeu-là. Il ne faut pas penser que les choses changent toutes seules. Certaines institutions liées à la littérature sont assez conservatrices. Je ne veux pas dire que ça stagne, mais disons qu’à un moment donné, il y a des traditions qui s’installent puis ils font les choses un peu de la même façon d’année en année. Alors c’est dur de faire changer ces institutions-là. Et je pense qu’une des grandes raisons pourquoi ça a changé, quand on pense à l’inclusion des littératures autochtones, c’est parce que les subventionnaires ont mis des programmes en place ou donné des points pour ça dans l’évaluation des demandes. C’est vraiment là que s’est situé le nerf de la guerre. Et si les institutions subventionnaires l’ont fait, c’est parce qu’il y a des gens sur le terrain qui les ont appelés, qui les ont brassés, qui ont dit : « Écoute, on a besoin d’aide ». Et ça, c’est merveilleux, ça nous a beaucoup aidés, mais c’est aussi à double tranchant parce que là, les institutions autochtones, il faut qu’on se réinvente, parce que les institutions allochtones ont de plus gros moyens et elles peuvent parfois faire plus que nous ou plus vite que nous, mais pas toujours avec la même vision, pas toujours avec une vision autochtone, pas toujours dans l’objectif de faire rayonner la culture autochtone... Mais chez Kwahiatonhk !, on travaille en partenariat la plupart du temps, avec différentes institutions, pour les aider à recadrer leurs mandats et leurs façons de faire pour que ce soit gagnant-gagnant. Moi, je ne veux pas que le SLPN devienne une section ou une succursale d’un quelconque salon, d’un quelconque festival généraliste. La question de la représentation est importante et je pense qu’il n’y a personne de mieux placé que les auteurs autochtones ou les institutions autochtones pour représenter la littérature autochtone.

JP Ça, c'était tellement un beau mot de la fin, Louis-Karl, que je pense qu'on va s'arrêter là.
[Rires] Merci beaucoup d'avoir trouvé le temps de me parler.

L'entretien a été légèrement édité pour faciliter la lecture et a été revu par l'auteur avant publication. Louis-Karl et Joëlle se sont rencontrés virtuellement sur la plateforme Zoom le 10 juillet 2020. Nous remercions Louis-Karl d'avoir si généreusement donné de son temps.

Pour en savoir plus sur Kwahiatonhk! et accéder gratuitement aux ressources qui y sont colligées, consulter <https://kwahiatonhk.com/>. Le Salon du livre des Premières Nations a lieu annuellement en novembre à Québec ou à Wendake.

Dans l'entretien, Louis-Karl fait allusion au recueil de correspondances *Aimititau ! Parlons-nous !* dirigé par Laure Morali, paru aux éditions Mémoire d'encrier en 2008, ainsi qu'à l'article de Jonathan Lamy « L'ami des Indiens », paru dans l'ouvrage *Les dissonances du vivre-ensemble* codirigé par Eleonora Diamanti, Mariza Rosales et Dagmara Zawadzka, publié par le CELAT en 2014 (p. 4-9). Il mentionne également le CDFM Wendake, qui est le Centre de développement de la formation et de la main-d'œuvre Huron-Wendat, de même que l'événement « Ashineau Aimun / La poésie, ça se vit la nuit / Poetry Lives at Night » organisé par Élise Couture-Grondin et Isabella Huberman le 27 mai 2017 à Toronto, à l'occasion de la sortie du premier tome des *Chroniques de Kitchike* de Louis-Karl Picard-Siouï.